



**PRÉFET
DE L'ORNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques publiques
et de l'appui territorial**

**Bureau de la coordination interministérielle
et de l'environnement**

**Arrêté n° 1122-24-20020
de mise en demeure
Société LEPICARD AGRICULTURE
Commune de Trun (61)**

Le Préfet de l'Orne,
Chevalier de l'ordre national du mérite,

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171.6, L. 171-7, L. 171-8, L.514-5 et L. 541-3 ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L.121-1, L.211-2 et L.231-1 à L.231-6 ;
- Vu** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement,
- Vu** le décret du Président de la République en date du 12 janvier 2022 nommant monsieur Sébastien JALLET préfet de l'Orne ;
- Vu** le décret du 8 novembre 2023 nommant monsieur Yohan BLONDEL secrétaire général de la préfecture de l'Orne ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 15 avril 2024 portant délégation de signature à monsieur Yohan BLONDEL, secrétaire général de la préfecture de l'Orne ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation LEPICARD AGRICULTURE du 01 décembre 2009 ;
- Vu** le rapport de l'inspection en date du 26 février 2025 transmis par courrier signé le 26 février 2025 ;
- Vu** l'absence de réponse de l'exploitant ;

Considérant que lors de l'inspection du 07 février 2025, il a été constaté les faits suivants en référence à l'arrêté du 01 décembre 2009 :

- La société LEPICARD AGRICULTURE ne dispose pas d'un programme de maintenance pour les dispositifs de détection et d'asservissement de ses appareils de manutention (article 9.1.3.2 de l'arrêté préfectoral susvisé) ;
- La société LEPICARD AGRICULTURE ne procède pas à une maintenance préventive pour l'ensemble des dispositifs de détection et d'asservissement de ses appareils de manutention (article 9.1.3.2 de l'arrêté préfectoral susvisé) ;
- La société LEPICARD AGRICULTURE ne procède pas à une mesure annuelle des débits d'air pour son installation de dépoussiérage (article 9.1.3.3 de l'arrêté préfectoral susvisé) ;
- Les cellules de stockage des céréales du silo sont équipées de sondes de température munies de 6 capteurs au lieu de 8 capteurs de température en référence à l'étude de dangers du site, de janvier 2009.

Considérant que l'installation de dépoussiérage est équipée de filtres à manches ;

Considérant que l'exploitant ne procède pas au contrôle du débit de cette installation de dépoussiérage visant à vérifier l'état des manches de ce système ;

Considérant que le nombre de capteurs de température relatifs aux sondes thermométriques, installées dans les cellules de stockage des céréales du silo n'est pas conforme à celui caractérisé dans l'étude de dangers de 2009 ;

Considérant que l'absence de réalisation d'une mesure annuelle des débits d'air pour l'installation de dépoussiérage constitue un écart réglementaire à l'article 9.1.3.3 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant que le non respect de la fréquence de mesure des débits d'air pour le système de dépoussiérage constitue un écart réglementaire à l'article 9.1.3.3 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant que l'absence de programme de maintenance des dispositifs de détection et d'asservissement des appareils de manutention constitue un écart réglementaire à l'article 9.1.3.2 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant que l'absence de maintenance préventive constitue un écart réglementaire à l'article 9.1.3.2 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux articles 9.1.3.2 et 9.1.3.3 et 1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 01 décembre 2009 susvisé ;

Considérant que les non-conformités constatées sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Orne,

ARRÊTE

Article 1 : Programme de maintenance des dispositifs de détection et d'asservissement des appareils de manutention

La société LEPICARD AGRICULTURE, exploitant les installations sise ZI Route de Falaise Trun (61100), et dont le siège social est situé Jacques Ferny (76760 Yerville) est mise en demeure de respecter, **dans un délai d'1 mois, après la notification du présent arrêté** les dispositions de l'article 9.1.3.2 de l'arrêté préfectoral du 01 décembre 2009, en établissant un programme de maintenance pour les dispositifs de détection et d'asservissement, spécifiant la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel.

Article 2 : Maintenance préventive des dispositifs de détection et d'asservissement des appareils de manutention

La société LEPICARD AGRICULTURE, exploitant les installations sise ZI Route de Falaise Trun (61100), et dont le siège social est situé Jacques Ferny (76760 Yerville) est mise en demeure de respecter, **dans un délai d'1 mois, après la notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article 9.1.3.2 de l'arrêté préfectoral du 01 décembre 2009, en procédant à une maintenance préventive pour l'ensemble des dispositifs de détection et d'asservissement de ses appareils de manutention.

Dans ce cadre, l'exploitant communiquera le rapport de contrôle des dispositifs de détection et d'asservissement et le résultat des tests réalisés pour ces dispositifs de sécurité.

Article 3 : Mesure annuelle des débits d'air pour l'installation de dépoussiérage

La société LEPICARD AGRICULTURE, exploitant les installations sise ZI Route de Falaise Trun (61100), et dont le siège social est situé Jacques Ferny (76760 Yerville) est mise en demeure de respecter, **dans un délai de 2 mois, après la notification du présent arrêté** les dispositions suivantes de l'article 9.1.3.3 de l'arrêté préfectoral du 01 décembre 2009, en procédant à une mesure des débits d'air pour l'installation de dépoussiérage.

Article 4 : Sondes thermométriques

La société LEPICARD AGRICULTURE, exploitant les installations sise ZI Route de Falaise Trun (61100), et dont le siège social est situé Jacques Ferny (76760 Yerville) est mise en demeure de respecter, **dans un délai de 2 mois, après la notification du présent arrêté** les dispositions suivantes de l'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 01 décembre 2009, en mettant en conformité sa silothermométrie pour disposer de 8 capteurs de température pour ces sondes conformément à son dossier de demande d'autorisation.

Article 5 : Notification

Le présent arrêté sera notifié à la société LEPICARD AGRICULTURE, dont le siège social est situé Jacques Ferny (76760 Yerville).

Ce dernier sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Orne pendant une durée minimale de deux mois.

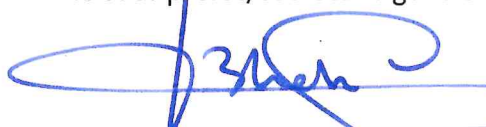
Il sera affiché en mairie par les soins du maire de la commune de Trun pendant 1 mois au minimum. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et transmis au préfet de l'Orne.

Article 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Orne, le maire de la commune de Trun, ainsi que la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie (inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Alençon, le 21 MARS 2025

Pour le préfet,
le sous-préfet, secrétaire général



Yohan BLONDEL